

Communiqué du Conseil d'Etat

1er juin 2010

La version Internet fait foi

Sommaire

Région transfrontalière	4
Soutien à la demande du FC Evian-Thonon-Gaillard de jouer au Stade de Genève.....	4
Genève-Confédération	5
Déplacement du Conseil d'Etat à Berne	5
Genève	6
Renouvellement des commissions officielles.....	6
Utilisation de la bande d'arrêt d'urgence autoroutière sur territoire genevois : pas avant 2015.....	6
Le covoiturage, un mode de déplacement en pleine expansion.....	7
Versoix : relogement des forains et des gens du voyage	7
Rénovation du Musée d'ethnographie : aboutissement d'un référendum en Ville de Genève	8
Nominations.....	9
Agenda des invitations à la presse	10

Région transfrontalière

Soutien à la demande du FC Evian-Thonon-Gaillard de jouer au Stade de Genève

Dans un courrier adressé à M. Michel Platini, président de l'Union des associations européennes de football (UEFA), le Conseil d'Etat a confirmé son soutien à la demande du FC Evian-Thonon-Gaillard (ETG) de jouer ses matches à domicile au Stade de Genève dès la saison prochaine, et ce pour une période transitoire de trois à quatre ans.

Le gouvernement souligne que cette démarche s'inscrit dans le cadre des efforts entrepris depuis plusieurs années par le canton de Genève et les communes françaises de l'agglomération franco-valdo-genevoise pour créer une véritable région et une communauté de vie transfrontalière. La venue de l'ETG au Stade de Genève pour la saison 2010-2011 en constituerait un signe tangible fort.



Pour toute information complémentaire : M. Mark Muller, conseiller d'Etat, en contactant Laurent Forestier, secrétaire général adjoint responsable de la communication, DCTI, ☎ 022 327 31 12 ou 079 240 83 67.

Genève-Confédération

Déplacement du Conseil d'Etat à Berne

En ce jour commémorant le débarquement des troupes confédérées au Port noir à Genève le 1^{er} juin 1814 – précédant le rattachement du canton à la Confédération –, le gouvernement genevois a exceptionnellement tenu sa séance ordinaire au Palais fédéral, à Berne. C'est la première fois que le Conseil d'Etat genevois siège dans la capitale fédérale. Les conseillères et conseillers d'Etat ont profité de leur présence pour visiter la salle du Conseil fédéral, guidés par Mme Corina Casanova, chancelière de la Confédération. Ils ont ensuite été salués par le Conseil national et le Conseil des Etats lors de leur visite du Palais fédéral.

La veille au soir, le président du Conseil d'Etat, M. François Longchamp, et la chancelière d'Etat, Mme Anja Wyden Guelpa, ont rencontré des Genevois-es de l'administration fédérale dans le cadre du traditionnel apéritif mensuel qui réunit ces derniers. Ils ont ensuite rejoint le reste du gouvernement à un dîner de travail en présence des député-e-s genevois aux Chambres fédérales. Lors de cette séance ont notamment été abordés des thèmes tels que la Genève internationale, les subventions fédérales aux crèches, la révision du code pénal suisse, la loi sur l'asile ou encore la RPT (réforme de la péréquation financière et de la répartition des tâches entre la Confédération et les cantons).

*Pour toute information complémentaire : Mme Anja Wyden Guelpa, chancelière d'Etat, CHA,
☎ 022 327 95 00.*

Renouvellement des commissions officielles

Conformément à la [loi sur les commissions officielles \(LCOF\) du 18 septembre 2009](#), entrée en vigueur le 1^{er} décembre 2009, le Conseil d'Etat a entrepris le renouvellement des commissions officielles. Ce renouvellement intervient au 1^{er} juin suivant le début de chaque législature et pour la durée de celle-ci. A ce jour, un quart des commissions ont déjà été renouvelées. Au fur et à mesure que leur composition est arrêtée par le Conseil d'Etat, la liste complète de leurs membres est rendue publique via le site Internet officiel de l'Etat de Genève, à l'adresse www.ge.ch/codof.

La loi sur les commissions officielles a été révisée afin d'améliorer le fonctionnement des commissions. Elle définit plus spécifiquement les entités qui tombent sous l'appellation de « commissions officielles » (art.1). Leur liste complète ainsi que le département auquel elles sont rattachées figurent dans le [règlement sur les commissions officielles \(RCOf\) du 10 mars 2010](#), qui entre en vigueur ce jour. Par rapport à l'ancienne loi de 1965, la LCOF exclut plusieurs sortes d'entités qui en faisaient alors partie, à l'instar des commissions relevant du Pouvoir judiciaire ou des établissements publics autonomes. Ces entités voient cependant leur composition maintenue pendant un délai transitoire de deux ans maximum, jusqu'à l'entrée en vigueur de dispositions spécifiques les concernant (la loi sur la gouvernance des établissements publics autonomes ou Justice 2011, par exemple).

Le nombre des membres des commissions a été fixé à vingt au maximum. La nouvelle loi introduit des exigences d'assiduité aux séances et de connaissances spécifiques liées au domaine d'activité de la commission. D'autre part, un procès-verbal de séance est désormais obligatoire, et chaque commission est tenue de présenter un rapport d'activité annuel, qui est ensuite rendu public. La nouvelle législation détaille enfin la rémunération des commissaires, dans un souci de transparence.

*Pour toute information complémentaire : Mme Anja Wyden Guelpa, chancelière d'Etat, CHA,
☎ 022 327 95 00.*

Utilisation de la bande d'arrêt d'urgence autoroutière sur territoire genevois : pas avant 2015

Le Conseil d'Etat a adopté son rapport à l'attention du Grand Conseil sur une [motion](#) préconisant l'utilisation de la bande d'arrêt d'urgence (BAU) en guise de troisième voie autoroutière, notamment entre la frontière valdo-genevoise et l'aéroport, sur le modèle de ce qui a été mis en place dans le canton de Vaud entre la jonction ouest de Morges et l'échangeur d'Ecublens.

Dans sa réponse aux motionnaires, le gouvernement indique qu'avant de lancer des études de détail pour une utilisation de la BAU entre la jonction de Coppet et celle de Ferney, l'Office fédéral des routes (OFROU) – chargé de piloter le dossier – souhaite d'abord pouvoir bénéficier d'un bilan concernant l'ouverture à la

circulation de la BAU entre Morges et Ecublens. C'est à la fin 2010 que la pérennité ou non de cette mesure sera décidée.

En complément de ce diagnostic mené par l'OFROU, la solution de l'ouverture à la circulation d'une BAU sur le territoire genevois doit aussi faire l'objet d'une analyse fine d'opportunité, compte tenu du contexte genevois particulier. En effet, l'autoroute traverse l'agglomération et comporte de nombreux tunnels, ainsi que des jonctions débouchant sur des axes urbains régulés par des feux de signalisation, qui doivent être à même d'absorber ce trafic. Selon les récents échanges avec l'OFROU, ce n'est que vers la fin 2015 qu'une opportunité de mise en œuvre d'une BAU pourrait être intégrée dans le cadre des mesures d'entretien lourdes des autoroutes (UPLANS).

Pour toute information complémentaire : M. Christophe Genoud, secrétaire général adjoint chargé du domaine de la mobilité, DIM, ☎ 022 327 25 06.

Le covoiturage, un mode de déplacement en pleine expansion

Dans son rapport au Grand Conseil en réponse à une [motion intitulée « Pour encourager le covoiturage »](#), le Conseil d'Etat a établi une liste de mesures, y compris au sein de l'Etat, visant à encourager le covoiturage. Parmi les sites Internet mentionnés dans le rapport gouvernemental, on peut citer, pour le canton de Genève, www.covoiturage.ch et www.e-covoiturage.ch, ou www.karzoo.ch pour des trajets de longue distance.

Au niveau de l'Etat de Genève, une expérience pilote de plan de mobilité pour l'administration cantonale est en cours sur le site David-Dufour/Carl-Vogt. Dans ce cadre, une offre de covoiturage a été mise en place, laquelle devrait s'étoffer dans un deuxième temps. Le Conseil d'Etat se prononcera prochainement sur l'extension éventuelle du plan de mobilité à tous les employés de l'Etat.

Des synergies pourraient également être développées avec différentes entreprises pour des trajets sur les cantons de Genève, de Vaud et la France voisine. Dans ce contexte, l'évolution de l'offre de parc-relais P+R et d'abonnements spéciaux pour les transports en commun est également appelée à se développer. A titre expérimental, la direction générale de la mobilité s'apprête à participer au développement du covoiturage dans le cadre du plan de mobilité de site de la Zone industrielle de Plan-les-Ouates (ZIPLO).

Le covoiturage consiste à utiliser en commun un véhicule conduit par un automobiliste non professionnel prenant en charge un ou plusieurs passagers, dans le but d'effectuer ensemble tout ou une partie d'un trajet. Les principaux avantages en sont la réduction du nombre d'automobiles circulant sur les voies publiques – et donc la pression sur le stationnement – tout en diminuant les émissions des gaz à effet de serre. De plus, il permet aux usagers d'économiser des frais de transport.

Pour toute information complémentaire : M. Christophe Genoud, secrétaire général adjoint chargé du domaine de la mobilité, DIM, ☎ 022 327 25 06.

Versoix : relogement des forains et des gens du voyage



Le Conseil d'Etat a adopté un projet de loi ouvrant un crédit d'investissement de 12,8 millions de francs pour l'aménagement de terrains à la Bécassière, à Versoix. L'objectif consiste à y reloger les forains et les gens du voyage actuellement installés au lieu-dit « Le Molard », sur la même commune. Les deux terrains sont propriété de l'Etat de Genève.

Le crédit d'investissement adopté prévoit également la construction d'un parking en surface destiné aux forains à la route du Bois-Brûlé, à proximité de la piste de l'aéroport, sur la

commune du Grand-Saconnex. Ce parking accueillera les métiers des forains et leurs véhicules lourds que le site de la Bécassière ne permet pas de recevoir. L'investissement couvre également le démontage des installations de l'ancien site.

D'une superficie de 53'565 m², les terrains de la Bécassière sont situés à proximité des transports publics et du quartier d'habitation de Montfleury, qui accueille des commerces et des écoles, ce qui répond aux besoins exprimés par les forains et les gens du voyage. L'implantation tient compte d'un dimensionnement adéquat des emplacements, de l'augmentation à court et à moyen terme du nombre de ménages et d'un système de circulation fonctionnel.

Ce relogement est rendu nécessaire par le fait que le site du Molard, mis à disposition des forains et des gens du voyage par l'Etat de Genève depuis 1966, ne se prête plus à l'hébergement de ceux-ci. Le périmètre est devenu trop exigu, insalubre et est susceptible de subir des inondations dues aux crues la Versoix, au bord de laquelle il est situé. Une carte des dangers dus aux crues établie dès 2000 indique en effet que la majorité du secteur est en danger moyen, ce qui est incompatible avec la situation des habitants. Le site du Molard sera ensuite réaménagé en zone de verdure entourée de cordons boisés.

Pour toute information complémentaire : M. Juan Boada, chef du service des constructions et transformations, office des bâtiments, DCTI, ☎ 022 546 62 25.

Rénovation du Musée d'ethnographie : aboutissement d'un référendum en Ville de Genève

Le Conseil d'Etat a constaté l'aboutissement du référendum contre la [délibération](#) du Conseil municipal de la Ville de Genève du 23.03.2010, ouvrant au Conseil administratif un crédit brut de 63'490'000 francs financé par le fonds spécial issu du legs Lancoux pour un montant de 8'300'000 francs et par le Fonds d'équipement communal pour un montant indexé de 7'500'000 francs, soit un crédit net de 47'690'000 francs, destiné à l'agrandissement et à la rénovation du Musée d'ethnographie de Genève (MEG), situé au boulevard Carl-Vogt 65, parcelle 472, feuille 27 du cadastre de la commune de Genève, section Plainpalais, propriété privée de la Ville de Genève.

La vérification des signatures déposées à l'appui de cette demande de référendum a donné les résultats suivants :

- nombre de signatures annoncées..... 6514
- nombre de signatures contrôlées..... 6583
- nombre de signatures valables..... 4575

Le nombre de 4000 signatures requises par la [Constitution](#) (art. 59, lettre e) pour faire aboutir le référendum est atteint, celui-ci a donc abouti.

Par ailleurs, le Conseil d'Etat a fixé la date de la votation communale sur cet objet au 26 septembre 2010.

Pour toute information complémentaire : Mme Anja Wyden Guelpa, chancelière d'Etat, CHA, ☎ 022 327 95 00.

Nominations

Nouveau directeur général de l'enseignement postobligatoire



Le Conseil d'Etat a nommé M. **Sylvain Rudaz** au poste de directeur général de l'enseignement postobligatoire au sein du département de l'instruction publique, de la culture et du sport (DIP). Il entre en fonction le 1^{er} septembre 2010.

Agé de 44 ans, M. Rudaz a obtenu une licence ès lettres à l'université de Genève en 1993 (langue et littérature française, philosophie, latin). Il a enseigné au sein du DIP de 1989 à 2006 et occupé des postes de doyen au cycle d'orientation et à l'institut de formation des maîtres (IFMES). Dès 2003, il a été chargé de mission dans le cadre du service enseignement et formation de la direction générale de l'enseignement postobligatoire. Ses activités l'ont notamment amené à participer à la mise en place de programmes et de plans d'études. Il a également participé à de nombreux projets pédagogiques en Suisse et en France, qui l'ont conduit à publier plusieurs ouvrages de pédagogie.

En 2006, M. Rudaz a été désigné directeur en charge du service de la scolarité de l'enseignement postobligatoire (voir [point de presse du 13 septembre 2006](#)). Ces responsabilités l'ont amené à conduire plusieurs dossiers qui lui confèrent d'excellentes connaissances du domaine de l'enseignement et de l'administration, suite aux collaborations développées avec l'enseignement obligatoire et avec les secteurs de la recherche en éducation, ainsi qu'à l'externe, aux niveaux cantonal, intercantonal et européen. Dès 2007, il a été nommé expert fédéral au [Service d'accréditation suisse \(SAS\)](#) dans le domaine des systèmes éducatifs. Il occupe également un poste de chargé d'enseignement vacataire à l'Université de Lyon dans le champ de formation des troubles et difficultés d'apprentissage et du comportement.

La richesse de ses expériences et sa connaissance approfondie de l'enseignement postobligatoire genevois permettent à M. Rudaz de couvrir tous les domaines liés à son nouveau poste.

*Pour toute information complémentaire : Mme Marianne Frischknecht, secrétaire générale, DIP,
☎ 022 546 69 11.*

Agenda des invitations à la presse

Sous réserve de modifications

DATE	SUJET	LIEU	DPT	CONTACT
2 juin 10h30	Mise à l'enquête publique du PLQ des Vergers, à Meyrin	Salle des Fiefs 2, rue de l'Hôtel-de-Ville	DCTI	Nicole Bovard Briki ☎ 022 327 31 25 ou 079 240 83 72
3 juin 11h00	Développements immobiliers en faveur de la Genève internationale	Club suisse de la presse 106, route de Ferney	DCTI	Rafaèle Gross ☎ 022 327 31 24
7 juin 10h00	Présentation du programme de législature 2010-2013 du Conseil d'Etat	Restaurant « L'Attique » Organisation météorologique mondiale (OMM) 7 bis, avenue de la Paix	CE	Nicolas Merckling (CHA) ☎ 022 327 90 80
8 juin 11h00	Inauguration de l'embouchure renaturée de la Versoix	Embouchure de la Versoix Parc de la Bécassine 10, route de Suisse	DIM	Grégoire Pralong ☎ 022 546 76 13
14 juin 14h15	Nouvelle loi sur la gouvernance des établissements publics	Salle de l'Alabama 2, rue de l'Hôtel-de-Ville	CE	Nicolas Merckling (CHA) ☎ 022 327 90 80
15 juin 10h00	Début des travaux de la tranchée couverte de Vésenaz	Collonge-Bellerive (lieu exact à déterminer)	DCTI DIM	Nicole Bovard Briki (DCTI) ☎ 022 327 31 25 ou 079 240 83 72